

Fiche

Le financement de l'économie consiste à mettre en relation les agents ayant une capacité de financement avec ceux ayant des besoins de financement. Il concerne donc l'ensemble des agents économiques qui peuvent être demandeurs ou offreurs de cette capacité. Le financement de l'économie peut s'appréhender de deux manières : au niveau des agents économiques et au niveau de la nation. Dans ce dernier cas, le besoin de financement sera bouclé par un recours au marché financier mondial.

I. Comment est alimenté le besoin de financement économique ?

- Le marché économique est composé de deux catégories d'agents :
 - les agents à **besoin** de financement ;
 - les agents à **capacité** de financement.
- C'est leur rencontre qui rendra possible le financement de l'économie.

Exercice n°1

- Les agents à besoin de financement sont ceux qui ne disposent pas de flux monétaires suffisants pour satisfaire leurs besoins de production ou de consommation. La comptabilité nationale retient comme critère que les agents économiques qui ont une épargne inférieure à leur investissement sont en situation de besoin de financement. Ce sont, traditionnellement, les entreprises et les administrations publiques.
- À l'inverse, les agents à capacité de financement sont ceux qui disposent d'un surplus monétaire. Leur épargne est supérieure à leur investissement. Chaque agent économique peut se retrouver en situation de besoin ou de capacité de financement. Ainsi, il apparaît judicieux d'étudier la situation financière des entreprises et celle des ménages sous leurs deux aspects : besoin et capacité.
- Les ménages peuvent avoir des besoins à long, moyen et court termes. Leurs besoins à court terme concernent les actes de consommation quotidiens (ex. : faire des courses alimentaires), et parfois quelques dépenses moins courantes (ex. : voyage, achat d'un véhicule...). En revanche, les besoins de financement à long terme relèvent davantage d'actes d'investissement. Il s'agit donc d'une consommation qui s'inscrit dans la durée, au-delà de cinq ans (ex. : achat immobilier).
- Ces besoins de financement peuvent être comblés de différentes manières. Tout d'abord par l'autofinancement, qui représente la réserve d'argent non utilisée par les ménages, comme l'épargne. Celui-ci servira, selon la situation économique du ménage, à combler les besoins à court et moyen termes. Les besoins à long terme sont davantage comblés par un recours à des ressources externes (ex. : l'emprunt).

Exercice n°2

- Les entreprises, comme les ménages, doivent satisfaire des besoins à long, moyen et court termes. Comme étudié précédemment, ces besoins peuvent être comblés par des capacités de financement identiques à celles des ménages, mais dont les caractéristiques diffèrent du fait de l'activité de l'entreprise. Ainsi, les besoins à court et moyen termes de l'entreprise sont dus au décalage de trésorerie qui existe entre l'argent dépensé pour l'activité et les recettes des ventes futures. Les besoins à long terme relèvent de la nécessité de réaliser des investissements (ex. : achat de machines). Dans ce cas, la dépense est immédiate, mais le retour sur investissement, c'est-à-dire le gain procuré, est différé.

Exercice n°3

- Afin de financer ses différents besoins, l'entreprise peut faire appel à ses capacités d'autofinancement. Plus l'entreprise dispose d'importantes ressources financières propres, issues de ses bénéfices non redistribués et de son épargne, plus elle est apte à autofinancer ses besoins. Cette capacité est l'un des gages de sa prospérité.
- Le taux d'autofinancement se calcule de la manière suivante :
$$\text{taux d'autofinancement} = \frac{\text{montant de l'épargne de l'entreprise}}{\text{montant de l'investissement à financer}}$$
- Si le taux d'autofinancement de l'entreprise est insuffisant, alors celle-ci pourra opter pour :
 - l'emprunt auprès des banques ;
 - l'offre au public de titres financiers (appel public à l'épargne), qui n'est possible que pour certaines structures (ex. : SA avec appel public à l'épargne).

II. Quelle est la situation financière des États ?

- Chaque nation est constituée de secteurs institutionnels : ménages, entreprises, institutions financières, administrations publiques, « reste du monde » (RDM). La somme des capacités et besoins de financement de ceux-ci détermine la situation financière du pays, c'est-à-dire s'il a une capacité ou un besoin de financement.
- Selon l'INSEE, la capacité de financement se définit comme le solde du compte de capital :
« Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF (formation brute de capital fixe), variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif. »
- Pour autant, si le solde est négatif, cela ne signifie pas que le pays est endetté. Les deux notions ne doivent pas être confondues.

Exercice n°4

- La nation déficitaire cherche dans un premier temps à se procurer un financement auprès des agents économiques qui la composent et qui possèdent ces capacités. Mais si cela ne suffit pas, elle fait appel au marché mondial. Ainsi, il convient de distinguer les nations « excédentaires » des nations « déficitaires ». Les premières vont acheter des titres de dettes et les secondes vont émettre ces mêmes titres. Il y a, par conséquent, des nations à capacité de financement et d'autres à besoin de financement. L'offre et la demande vont se rencontrer sur le marché financier mondial.

Exercice n°5

III. Zoom sur... le niveau de financement de la France

- Selon une étude de l'INSEE, le besoin de financement des administrations publiques s'élevait en 2017 à 65,3 milliards d'euros, contre 73,8 milliards l'année précédente (source INSEE — mars 2019). Par conséquent, le besoin de financement de la France diminue et cette tendance engagée depuis une décennie se confirme. Parallèlement, le déficit du budget de l'État a légèrement régressé passant de - 83,8 milliards en 2017 à - 82,8 milliards en 2018.
- Ce phénomène s'explique en partie par l'augmentation des recettes fiscales, dont on relèvera + 14,1 % pour la taxe sur les carburants et + 1,5 % pour l'impôt sur le revenu en un an (source : ministère de l'Économie — étude de juillet 2018).